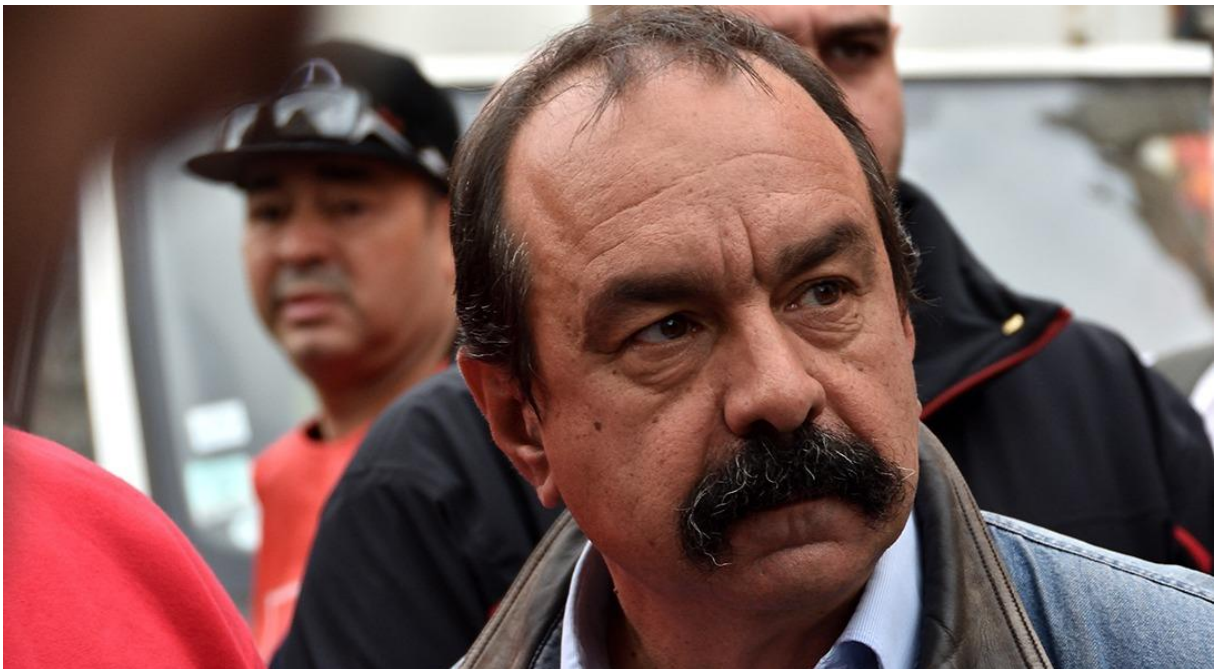


# Article TETU

**P**hilippe Martinez : « Je pensais qu'être syndiqué à la CGT était un vaccin contre l'homophobie. A l'évidence, j'avais tort. »



Après une nouvelle affaire d'homophobie émanant d'un syndicat de la CGT, Philippe Martinez, secrétaire général de l'organisation réagit dans une interview à TÊTU.

C'est le genre de séquence dont un dirigeant syndical se passerait bien. Ces six derniers mois, deux affaires d'homophobie ont éclaboussé la CGT. La première a pris la forme d'une vidéo mettant en scène des grévistes de la CGT-RATP insultant un chauffeur de bus non-gréviste : « sale pédé », « enculé », « suceur de bites ». C'était en décembre 2019, au moment du conflit sur la réforme des retraites.

La deuxième, plus fraîche, et peut-être plus grave encore, a eu lieu il y a un peu plus d'une semaine, lorsque le syndicat Info'Com-CGT diffuse sur ses réseaux sociaux un montage représentant Laurent Berger, chef de la CFDT, et Geoffroy Roux de Bézieux, patron du MEDEF, en couple SM. Les clichés ont la vie dure. L'image, elle, a scandalisé les internautes.

TÊTU a souhaité interviewer Philippe Martinez pour comprendre s'il y a un problème de LGBTphobie au sein de la CGT. C'est un syndicaliste penaud mais déterminé à ne pas éluder le sujet que nous avons joint par téléphone. C'est l'honneur de son organisation que Philippe Martinez veut sauver auprès des lecteurs et des lectrices de TÊTU. D'autant que le secrétaire général du syndicat assiste chaque année depuis trois ans à la marche des fiertés de Paris.

Il réagit aux deux affaires liées à son organisation syndicale et évoque pêle-mêle la question épineuse des sanctions, les propos homophobes parfois tenus en manifestations mais aussi les frilosités et le rôle de son syndicat dans la lutte contre l'homophobie.

**En l'espace de six mois, deux affaires d'homophobies liées à la CGT ont éclaté. L'une mettant en cause des adhérents de la CGT-RAPT, l'autre émanant directement d'un syndicat. Faites-vous une différence entre ces deux affaires ?**

**Philippe Martinez** : Même si le contexte est un peu différent, la condamnation est la même. Dans le cas de la RATP, il s'agit d'individus, l'affiche elle émane d'un syndicat. Mais dans les deux cas, c'est inadmissible.

**Quelle est la position de la direction de la CGT lorsque des propos homophobes sont tenus dans vos rangs ?**

**Philippe Martinez :** On les condamne. Dimanche dernier, dès que nous avons eu vent du montage d'Info'Com-CGT, nous l'avons fermement condamné. A titre personnel, lorsque j'ai découvert cette affiche, j'ai véritablement été choqué car elles sont contraires à nos valeurs. En interne, cette image a blessé, choqué et indigné, beaucoup de nos camarades de la CGT. Depuis près de 20 ans, il existe au sein de notre confédération un collectif LGBT+. C'est un collectif qui travaille, qui propose et qui anime une formation spécifique sur ces questions. On a l'impression que tout ce boulot est balayé d'un revers de main par les positions et l'affiche d'un syndicat.

**Vous vous êtes entretenu personnellement avec les auteurs de cette affiche ou avec les grévistes de la RATP ?**

Non. Je n'ai pas eu d'interaction directe avec les grévistes. J'ai géré cette affaire avec les responsables de la CGT-RATP. Dans le cas d'Info'Com-CGT, une secrétaire nationale a directement appelé le syndicat. C'est pour cela qu'ils ont rapidement retiré l'affiche des réseaux sociaux.

« Un courrier assez sec adressé aux dirigeants d'Info'Com-CGT part ce lundi pour préciser les faits. C'est une sorte d'ultimatum. »

**Pourtant Info'Com-CGT a d'abord justifié sa position, même auprès de TÊTU. Envisagez-vous des sanctions ?**

Les sanctions à titre individuel sont plus faciles à déclencher. Quand il s'agit de sanctionner un syndicat, c'est plus compliqué. Le syndicat n'est pas une personne morale mais un collectif. Punir un syndicat, c'est aussi punir des syndiqués qui peuvent eux aussi être outrés par ce qui s'est passé. En tout cas, nous intervenons. Il y a un courrier assez sec adressé aux dirigeants d'Info'Com-CGT qui part ce lundi (18 mai, ndr) pour préciser les faits. C'est une sorte d'ultimatum. Car ils n'en sont pas à leur coup d'essai. Il y a eu d'autres affaires avec ce syndicat. Ceci dit, je veux aussi conforter les membres de ce syndicat, et de la CGT en général, qui ont dénoncé cette affiche.

Ces affiches de la CGT me font vomir non à l'homophobie [pic.twitter.com/DSB98OCNgp](https://pic.twitter.com/DSB98OCNgp)

— Philippe durand (@philppedurand) [May 10, 2020](#)

**Le langage tenu par les grévistes dans la vidéo a heurté de nombreuses personnes. Mais l'affiche émane cette fois directement d'un syndicat. Un syndicat, qui plus est, censé maîtriser la communication. N'est-ce pas un caractère aggravant ?**

Je suis entièrement d'accord avec vous. Je vais vous faire une confidence. Je pensais qu'être syndiqué à la CGT était un vaccin contre beaucoup de conneries. Notamment contre l'homophobie. Je dois me rendre à l'évidence, j'avais tort.

Mais soyons clairs: cette affiche a été réalisée par trois ou quatre dirigeants, dans leur coin, sans demander l'avis à qui que ce soit. Cela pose un problème démocratique. A la CGT, ce sont les syndiqués qui décident. Pas deux ou trois individus qui aiment faire du buzz avec leurs affichettes. On ne peut pas faire n'importe quoi. Surtout quand on est un syndicat dont le coeur de métier est la com'.

Malheureusement quand la société toute entière dérive, une organisation de masse comme la CGT subit elle aussi ces dérives. Notre responsabilité, c'est de ne rien laisser passer et d'engager des processus comme la formation spécifique sur ces questions destinées à nos militants. Le collectif LGBT de la CGT se réunit aujourd'hui (vendredi 15 mai date de l'interview, ndr). Nous avons échangé par téléphone. Je leur ai demandé d'accélérer les formations dans toutes nos organisations pour lutter contre l'homophobie et les discriminations de ce genre.

« Quand je participe à la marche des fiertés, je peux vous dire que je suis critiqué en interne. Mais le premier dirigeant de la CGT doit incarner les valeurs de son organisation. »

**Il y a Philippe Martinez qui participe aux marches des fiertés, la CGT qui est l'un de rares syndicats à s'être prononcé en faveur de la loi sur le mariage pour tous... Et puis il y a les actes homophobes dont nous discutons. Y'a-t-il un décalage entre la base et les instances dirigeantes de la CGT ?**

Non, il n'y a pas de décalage entre la tête et la base. Par contre, c'est un sujet sur lequel, à la CGT, nous devons faire davantage. Quand je participe à la marche des fiertés, je peux vous dire que je suis critiqué en interne. Mais le premier dirigeant de la CGT doit incarner les valeurs de son organisation. Il ne doit pas composer en fonction du sens du vent.

C'est un combat difficile. Au sein de la CGT, certains s'interrogent et se demandent s'il est du ressort du syndicat de s'occuper de ce type de discriminations. Mais nous ne devons pas faire de différences entre les luttes.

Mais quand on a des valeurs, il faut les faire respecter. Nous devons rester attentifs et accélérer. Nous avons édité un livret sur les questions LGBT en 2011. Nous étions en train de le remettre à jour. J'ai demandé à ce qu'on accélère cette mise à jour afin qu'elle parvienne au plus vite dans les syndicats. Peut-être doit-on également faire une campagne d'affichage dans tous les syndicats pour alerter sur l'homophobie ?

**Pardon mais c'est surprenant d'entendre que cela est encore un débat au sein de la CGT. L'entreprise est elle aussi parfois un lieu de discrimination, non ?**

Je comprends votre étonnement. C'est pour ça qu'en interne nous devons avoir ce débat. On ne peut pas faire de sélections parmi les discriminations ou les violences subies au sein de l'entreprise. Mais pour certains dans nos rangs, ces questions sont plus sociétales que liées à l'action syndicale. Or moi je dis : c'est tout le contraire.

Nous avons les mêmes débats sur l'égalité entre les femmes et les hommes ou les questions de violence faites aux femmes. J'ai mis en place une cellule de veille interne pour que les militantes de la CGT puissent dénoncer les violences qu'elles subissent dans les syndicats. C'est un sujet qui chez nous a fait l'objet de vifs échanges. Le syndicat doit être ancré dans la société même si son lieu d'intervention est l'entreprise. Ces sujets sont présents également dans le monde du travail. Donc ils doivent être abordés par la CGT.

**Donc pour vous, la lutte contre les LGBTphobies est clairement un champs d'action syndicale ?**

Bien sûr ! Je milite en interne pour qu'on en fasse plus. Il faut qu'on se rapproche des associations LGBT. On a eu des discussions avec SOS Homophobie pour porter des combats communs. Avec nos spécificités. Naturellement, notre action est davantage portée vers l'entreprise. Nous devons multiplier ces rencontres et ces échanges pour agir ensemble car nous avons des luttes et des combats communs.

« Il y a des valeurs communes sur lesquelles on ne peut pas transiger, comme le refus de l'homophobie. »

**Le problème ne tient-il pas à l'organisation même de la CGT qui est faite d'unions locales. Il est difficile d'imposer une ligne de conduite donnée nationalement ?**

C'est un vrai sujet. Mais ce sont les statuts de la CGT. Et on n'est pas près de les changer... Contrairement à ce que peuvent parfois penser les gens à l'extérieur, la confédération est une forme d'organisation très démocratique. C'est pour ça que je ne veux pas qu'on m'appelle le « patron » de la CGT. Dans une entreprise, lorsque le patron parle, tout le monde est au garde-à-vous. Je caricature

mais l'idée est là. A la CGT, chaque syndicat, comme Info'Com, est autonome dans son action. Mais la confédération est là pour coordonner l'ensemble. Il y a des valeurs communes sur lesquelles on ne peut pas transiger, comme le refus de l'homophobie.

**Nombre de personnes LGBT+ perçoivent encore les manifestations comme des lieux hostiles à leur égard, où l'on peut entendre des slogans LGBTphobes. Cela nuit à l'image progressiste du monde syndicale, non ?**

Vous avez entièrement raison. C'est pour cela que je participe à la marche des fiertés. Pour moi, c'est la meilleure des réponses. Ça a aidé un certain nombre de camarades homosexuels au sein de la CGT à verbaliser les choses. Certains m'ont interpellé pour me dire « *C'est bien Philippe, tu nous aides à libérer notre parole* ». Ça m'a beaucoup ému. Il faut que de plus en plus de militants de la CGT, et pas seulement issue de la communauté LGBT, puissent participer à la marche des fiertés. L'année dernière, il y avait un cortège de la CGT qui commençait à avoir de la gueule, si je puis dire.

Personnellement quand, je défile à la marche des fiertés, je me sens fier. Fier d'appartenir à une organisation qui n'exclut personne. Au contraire, elle rassemble tout le monde sur un même objectif, en dehors de tout critère d'origine ou d'orientation sexuelle.

Mais nous intervenons également en manifestations, dans nos propres cortèges, par l'intermédiaire de dirigeants de syndicats, pour ne pas laisser faire et prononcer des propos homophobes.

« Les slogans homophobes en manif ? Oui, je les entends. Même si ces insultes sont moins prononcées dans le carré de tête... »

**Ces slogans, ces insultes à caractères homophobes lancées en manifestation à l'égard d'autres dirigeants de syndicats ou de membres du gouvernement, vous les entendez ?**

Je ne vais pas vous mentir: oui, je les entends. Même si ces insultes sont moins prononcées dans le carré de tête... Mais avant chaque manifestation, je me promène un peu dans les cortèges. Et je reprends toujours fermement les camarades qui tiennent ce genre de propos. L'action syndicale doit se faire sans recourir à l'insulte. Ce ne sont pas des arguments politiques. Le débat doit être mené sur le fond, sur les propositions.

**Quel message souhaiteriez-vous faire passer à un adhérent à la CGT qui ne comprend pas que des mots comme « enculé » ou « sale pédé » sont des paroles qui heurtent au-delà des personnes qu'il vise ?**

Que lorsqu'on fait partie d'une organisation comme la CGT, une organisation qui défend des valeurs essentielles de fraternité, d'égalité, de solidarité, on se doit de respecter l'ensemble du monde du travail. On a suffisamment d'arguments pour ne pas utiliser l'insulte quand on s'adresse à qui que ce soit.

**Et que diriez-vous à un travailleur LGBT+ qui aurait envie de se syndiquer mais qui se ravise devant les dérapages LGBTphobes commis par des syndicalistes ?**

La CGT est riche de la diversité de ses adhérents, de leur diversité d'opinion, de leurs parcours de vie. Il faut venir agir avec nous. De l'intérieur. On a les outils pour que chacun se sente à l'aise. La CGT est un lieu de liberté d'expression.

**Au delà des discriminations, se pose aussi la question du bien-être des travailleurs et travailleuses LGBT+. Leur permettre d'être elles-mêmes et de faire son coming out en entreprise, c'est aussi une mission d'un syndicat ?**

Bien sûr. Le travail, même le plus difficile, est une source d'émancipation. L'entreprise est un lieu de lien social. On y passe du temps, aussi on doit pouvoir y avoir des conversations des échanges libres en sécurité avec les collègues. Pourquoi y aurait-il des interdits ? Notre rôle de syndicat, c'est d'avoir

plus régulièrement ces discussions à la porte de l'entreprise, sous la forme de tracts ou d'affiches pour que personne ne viennent pas au travail la peur au ventre en raison de son orientation sexuelle. Si une organisation comme la CGT est capable de s'exprimer sur ces questions-là, nous pouvons devenir un espace de liberté. C'est à nous de faire plus d'effort en la matière. Y compris dans nos rangs.

**Philippe Martinez, vous pouvez nous garantir qu'à l'avenir ce genre de propos n'arriveront plus à la CGT?**

Il y a 650 000 adhérents à la CGT. Je ne les connais pas tous. Plus la CGT restera ferme pour condamner ces propos, ses affiches, plus elle s'exprimera et formera ses adhérents sur ces questions, moins il y a de chance que cela arrive. Mais dans une société française qui ne prend pas toujours les bons chemins en matière de respect et d'épanouissement des citoyens, nous sommes nous aussi en tant qu'organisation, les victimes de ces dérives. Il ne faut pas baisser la garde. Au contraire. Il faut muscler notre jeu.